

RÉSEAU DE RÉFÉRENTS

Développement rural, service aux personnes et aux territoires : un secteur attractif

Afin d'apporter aux candidats une vision de l'état du marché, des débouchés et des problématiques de chaque filière, l'Apecita a mis en place un réseau de référents spécialisés. Ce réseau se veut au plus près des candidats pour répondre précisément à leurs besoins. Pour ce numéro, Laurence Gohmann et Floriane Le Goff nous apporte leur éclairage sur les filières du développement rural et des services à la personne et aux territoires.

On entend de plus en plus parler de services à la personne et aux territoires, et également de développement rural. Mais de quoi s'agit-il exactement ?

Floriane Le Goff : Le développement des zones périurbaines, l'intérêt croissant pour le tourisme vert et le dynamisme des circuits courts concourent au développement rural. Des services de proximité fleurissent, venant diversifier le marché de l'emploi dans des domaines variés (service à la personne, animation, commerce...). Dans le même temps, les exploitants agricoles qui étoffent leurs activités font de plus en plus souvent appel à une main-d'œuvre salariée qualifiée avec des compétences diversifiées (transformation et vente des produits à la ferme, hébergement en gîte ou chambres d'hôtes, restauration...).

Laurence Gohmann : Dans les zones rurales en plein essor démographique, de nombreux métiers de services sont ouverts à celles et ceux qui veulent s'investir dans les relations humaines, de contact et de proximité ou qui souhaitent développer une activité économique. Ces métiers de services couvrent notamment le développement local, le tourisme, la gestion du patrimoine, l'animation, la vente ou encore les services aux personnes et aux entreprises...

Quels sont les principaux métiers de ces filières ?

FLG : On peut citer, par exemple, les postes d'animateur en développement des territoires, de technicien « développement local », de conseiller spécialisé en



Laurence Gohmann.

diversification, d'ingénieur chargé de mission filières courtes, de technicien développement local, d'enseignant en économie sociale et familiale, de chargé de mission en développement rural...

LG : Sans oublier les aides à domicile, les aides-soignants, les aides médico-psychologiques... Tous ces métiers en lien avec les services aux personnes, mais qui sortent du champ d'action de l'Apecita et ne sont donc pas diffusés par notre réseau.

Quelles sont les formations à suivre pour accéder à de tels postes ?

LG : Depuis plusieurs années, une palette de formations du Capa au bac+5 est proposée pour répondre à des nouveaux besoins : CAPA SMR (service en milieu rural) bac pro SAPAT (services aux personnes et aux territoires), bac STAV « sciences et technologies de l'agronomie et du vivant » domaine : services en milieu rural, BTS



Floriane Le Goff.

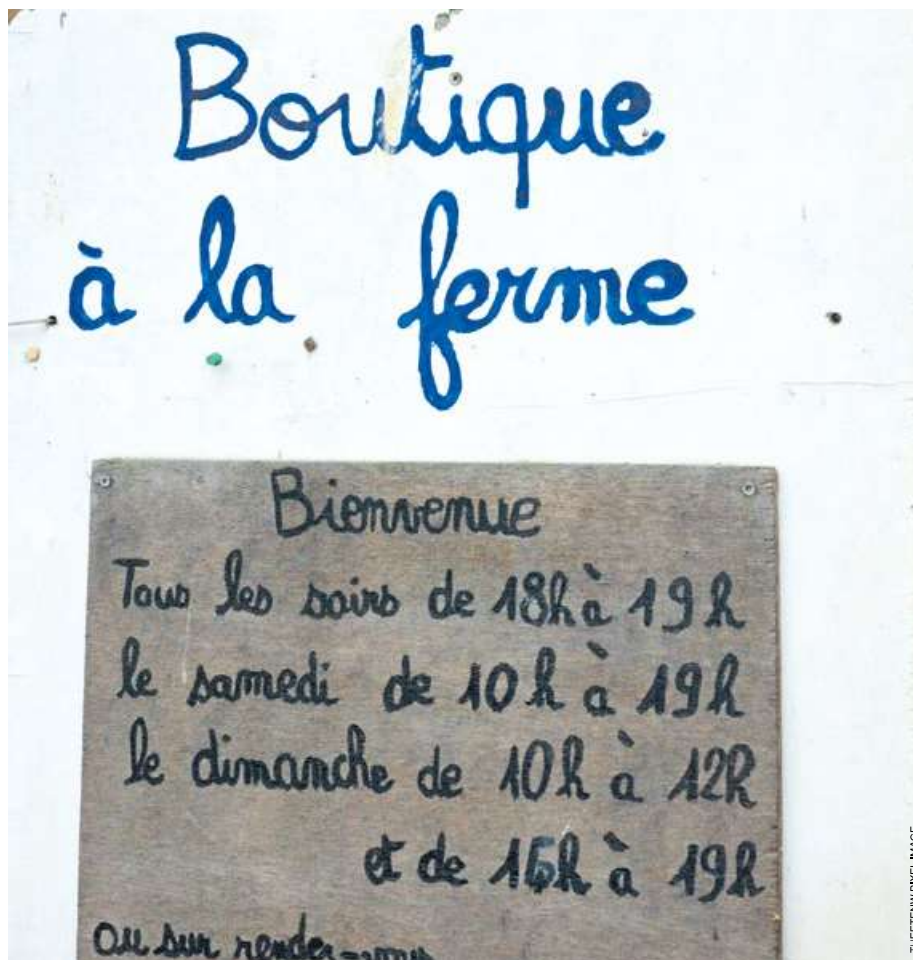
DATR (développement et animation des territoires ruraux), licence professionnelle agriculture biologique certification et développement, master développement rural, diplôme professionnel de type DEJEPS, ingénieur agricole/agronome ou aménagement du territoire...

FLG : Il est difficile de toutes les lister. Mais je conseillerai aux personnes intéressées de consulter le site www.agrorientation.com.

Comment se porte le marché de l'emploi dans ces secteurs ?

LG : Dans la filière du service à la personne, il s'agit de postes ayant une dimension plus accès sur le domaine de la santé ou du social, tels que des auxiliaires de vie sociale par exemple, qui sont plus éloignés du champ d'intervention de l'Apecita.

FLG : En revanche, en élargissant jusqu'aux services aux territoires, on voit des postes liés à la gestion d'hébergements



Des postes liés à la gestion d'hébergements touristiques, d'activités de diversification en exploitations agricoles commencent à émerger mais le marché reste timide.

touristiques, d'activités de diversification en exploitations agricoles (gîtes, chambres d'hôtes, fermes auberges, agriturismo) mais le marché reste timide de ce côté-ci bien qu'il soit plus porteur dans les zones touristiques (bord de mer, montagne...), où l'accueil du public est dynamique. Nous constatons également que les métiers d'accueil-vente dans les commerces de proximité ou la vente directe au sein des fermes émergent de plus en plus (même si l'activité de vente directe se fait majoritairement par les exploitants eux-mêmes.)

LG: Avec cette prise de conscience actuelle que chacun doit préserver l'environnement pour le bien-être de notre génération et celles à venir, davantage de personnes veulent consommer et cultiver de manière plus responsable, ce qui se traduit par l'émergence des marques et labels favorisant ainsi la vente de produits. Le développement des séjours et loisirs crée également des besoins sur le marché de l'emploi. Nous voyons aussi à l'Apecita davantage de postes concernant les services aux

entreprises dans le développement rural (conseil en entreprise, animation de réseau...): il s'agit de postes qui demandent une bonne connaissance du milieu agricole. On notera que tous ces métiers sont encore en développement. Il y a donc peu de postes sur le marché, et les candidats sont assez nombreux.

Voit-on se développer d'autres nouveaux métiers?

FLG: Depuis quelque temps, on voit apparaître des offres de chargé de mission alimentation ou restauration hors domicile dont le but est de contribuer à développer un approvisionnement économiquement responsable en restauration collective et de développer la mise en réseau des fournisseurs locaux. La future loi « Alimentation » présentée par le ministre de l'Agriculture prévoit un objectif de 50 % de produits de qualité ou de produits locaux dans l'approvisionnement de la restauration collective. On peut donc imaginer que ce type de poste va être amené à se développer. Les nombreuses initiatives de magasins

de producteurs en zone urbaine ou périurbaine offrent par exemple des postes de vendeurs-conseil...

LG: On peut également citer les métiers en lien avec les attentes sociétales (retour à la nature, produits de qualité et sains, relation à l'animal...): l'éco-pâturage ou les métiers en zoothérapie, pour apaiser les personnes atteintes de troubles physiques ou psychiques (équithérapie, médiation animale dans des structures accueillant des personnes en situation de handicap, des écoles ou des EHPAD...).

Quelles sont les qualités et les compétences recherchées par les recruteurs?

FLG: Il faut tout d'abord savoir que les attentes des recruteurs diffèrent selon qu'il s'agisse d'une chambre d'agriculture, d'un groupement d'agriculteurs biologiques, d'associations, de collectivités locales, de centres de formations... Il est avant tout primordial d'avoir un intérêt pour l'agriculture, et plus généralement un attrait pour le développement rural. Ensuite, tout dépend du type de postes, mais globalement, dans les offres qui relèvent de notre champ de compétences, on constate qu'une bonne expertise des filières agricoles et agroalimentaires et de ses acteurs s'avère souvent primordiale. Une bonne connaissance des marchés (alimentaires, publics...), voire des connaissances réglementaires et juridiques, sont parfois requises. Il faut également faire preuve d'aptitude à la conduite de projet et à l'animation, notamment quand on doit accompagner des agriculteurs à développer de nouvelles activités de diversification.

LG: Mais les compétences ne sont pas l'essentiel. Les recruteurs sont aussi à la recherche d'un savoir-être, et ils vont scruter de près les qualités relationnelles des candidats, comme leur goût pour le travail en équipe et les échanges de proximité. La disponibilité, le dynamisme et la capacité d'adaptation sont également très appréciés.

Propos recueillis par Aude Bressolier

CONTACTS:

- Service aux personnes et aux territoires: lgohmann@apecita.com
- Développement rural: flegoff@apecita.com